



BWENANDO

LE PREMIER JOURNAL DE KANAKY

100 F

N° 57 DU JEUDI 18 SEPTEMBRE 1986

HEBDOMADAIRE

L'ACCUEIL DES SALOMON EN KANAKY



A BWENANDO,

Espérant avoir une petite place dans ton prochain numéro. Je ne sais pas m'exprimer clairement en Français. Mais si j'ose quand même écrire pour demander et informer la Kanaky, c'est que ne trouve plus de réponse à mes questions, Kanak de sang. J'en veux à toute l'équipe coutumière de la Tribu. Car les nouvelles de l'extême-Nord que je voudrais énoncer ici concernent spécialement TIABET. La tribu la plus septentrionale de tout Kanaky. Malgré cela on ne fait pas exception à la règle de la magouille. Dernièrement il y a eu l'affaire ORCAN. Malgré toutes les pétitions d'expulsion ce dernier est revenu plus de 10 fois accompagné par les forces de l'ordre. Il revient pour récupérer ses chèvres, paraît-il. Mais si ma mémoire est bonne, cela fait 1 mois et 3 semaines qu'il rapatrie ses chèvres alors qu'il lui a fallu une semaine pour évacuer son bétail après l'incendie de sa baraque. A chaque fois qu'il monte, il mobilise les paras, les gardes-mobiles, la gendarmerie. Ça pullulent dans le secteur. L'entrée de TIABET et les abords sont surveillés. Il ne passe pas un jour à la tribu sans voir d'uniforme. Et les autorités coutumières les accueillent (le chef administratif leur a fait même visiter la tribu une fois). Et c'est là que je me pose des questions, car la semaine dernière, les autorités coutumières en complicité avec un clan plus au Nord ont envoyé un peloton de gendarmes pour traverser la tribu et prendre des jeunes Kanak par surprise à 5 h00 du matin. Merci pour les mots d'ordre.

Les autorités coutumières ne peuvent-ils pas prendre et assumer de telles responsabilités ? Un matin j'ai découvert des gendarmes mobiles en train d'épier les mouvements de la tribu, à 5 h00 du matin.

Je mets en doute ceux qui prennent de telles responsabilités à l'égard des Kanak encore, parce que de telles choses ne font que ralentir et bloquer la lutte de tout un peuple. Je veux bien admettre que le rapport de force entre les représentants de l'ordre Français et les instances coutumières est injuste, mais que tous les jours ternir les fleurs de ma chefferie avec la poussière soulevée par les sabots de ces enfoirés.

Je voudrais aussi avoir le droit de dire **NON**, à de telles choses.

KANAKY tu commenceras à grandir dans toute ta dignité quand tu sauras dire **NON** aux saloperies de la France.

BOARAMOA Hôbai gum âguk xio.

BWENANDO VOIX KANAKE

Foire de Bourail, soir de fête une misse est élue. Les grands messieurs font la fête dans leur restaurant. Au fond une famille de Lifou, vieux en tête consomme avec un blanc. Dehors à 20m, des Kanak, des wallisiens, un africain, 3 blancs, en cercle breakent et reggaent sur l'herbe et dans le calme. Sous les phares surveillants de deux voitures gendarmes à l'affût du moindre trouble (il faut dire qu'hier au soir on a eu si chaud malgré l'hiver!)

Et puis d'un coup le repas des officiels s'achève chacun s'en va pour faire ses comptes... Dès lors les mobiles se déploient et encerclent : les Lifou sont expulsés, sur la table la bouteille pleine est confisquée, le nom du blanc exigé, la musique stoppée et les jeunes fermement priés d'aller dormir. Le ton monte et fait s'approcher matraques et boucliers. Le repli ne s'effectuera qu'après une bonne discussion où sans insulte, chacun aura bien dit ce qu'il éprouve sur son amour pour KANAKY ...

MORALITE : Les parents ont fini de s'amuser, alors on vire "les gosses" au lit "Parents" n'oubliez pas vos gosses ne sont qu'adoptés par intérêt, leur mère c'est **KANAKY CHERIE**.

Un jour ils vous accompagneront à Tontouta puis dormiront quand ils voudront comme de dignes êtres humains en liberté sur leur terre !!
AURE. VOTRE REPORTER BLANC

P.S. : Je ne pourrai donner mon nom que quand la terre sera libérée de ses envahisseurs. Je suis caldoche comme les blancs de France m'appellent et ne commencerai à voter quant à la libération je perdrai mon statut d'invité sur cette terre KANAK.



KANAKY, VUE D'UN ZONAK

Vois Kanaky, comme tu navigues
De top en top, voilà le stop,
Un mort puis deux, et allez hop !
A mots magiques, François intrigue.

Kanak amer, qui trop croyant
As pu rêver en Pisani,
Comment écrire Indépendance
Dans quelques miettes d'économie.

Tapi dans l'ombre de Kanaky
J'attends le jour de la folie
Comme un dix huit, un jour de vie,
Ou sonne le glas de nos ennemis.

Démocratique comme Messmer,
Je vous aiderai à prendre la mer,
Fachos et Flics majoritaires :
Bon vent bonne vie, sur vos vraies terres.

Si vous voulez, le lendemain,
Il y aura lieu, votre scrutin
Réferendum, Démocratie..
Vive la vie, et Kanaky !

23 H 45

• *Quelque part, y'a un mec, y se dit : « Les Enfoirés ! Ils pourraient s'abonner ! »*

**** BWENANDO ****
Le Premier Journal de Kanaky
Boite Postale 1671 NOUMEA

Directrice de Publication
Suzanne OUNEI
Directeur Adjoint
Luc TUTGORO
Montage Bwenando
Tirage 5000 Exemplaires par
l'imprimerie I.C.P.
ABONNEMENTS
CCP 123 55M.
Abonnements de soutien
10 000 Frs CFP

KANAKY lan 5000 F.CFP
6 mois 2 500 F. CFP
FRANCE lan 7 900 Frs CFP
1 an 432 Frs F.
VANUATU lan avion 6300 F.CFP
AUSTRALIE lan avion 6500f CF
POLYNESIE FRANCAISE
1 an avion 6 200 F. CFP.
WALLIS ET FUTUNA
1 an avion 5 500 F. CFP.
EUROPE
1 an avion 8 900 F. CFP.
AMERIQUE
1 an 8 200 F. CFP.

CINQUIEME ANNIVERSAIRE D'UN ASSASSINAT.

Vendredi prochain 19 Septembre sera le cinquième anniversaire de l'assassinat de Pierre DECLERCQ. Les proches de Pierre, ses amis, ses camarades se réuniront vendredi 16 heures 30 à l'église de la Conception, à 18 Hrs au cimetière, une veillée d'information et de débat débutera au terrain de sport de la Conception à 19 H. Au cours de cette soirée organisée par le comité Pierre Declercq divers thèmes orienteront les débats. Cette veillée du souvenir sera aussi une veillée de lutte.

Le point sur le dossier judiciaire de l'assassinat de Pierre sera évidemment l'un des sujets dont le Comité traitera. Nous faisons déjà un premier constat : 5 ans après l'assassinat du secrétaire général de l'Union Calédonienne, du président du groupe des élus Front Indépendantiste à l'Assemblée Territoriale, bien qu'il y ait des inculpés, personne n'a été jugé, personne n'est en prison.

Souvenons-nous - En Septembre 1977 Pierre avait été élu conseiller territorial Union Calédonienne dont il présidait le groupe à l'Assemblée Territoriale. L'UC avait pris position pour l'indépendance, mais à l'Assemblée d'autres partis indépendantistes étaient représentés par un ou plusieurs élus : le Palika, l'UPM, le FULK, une partie du PSC. Minoritaires et très divisés, les indépendantistes parvinrent pourtant fin 1978 à constituer un Conseil de gouvernement mené par Maurice Lenormand et à l'imposer à une droite elle-même divisée et stupéfaite. A l'époque Christian NUCCI n'y était pour rien. Néanmoins, devant une situation de blocage inévitable (minoritaires les indépendantistes ne pouvaient faire voter par l'Assemblée le budget Lenormand assorti de nouvelles mesures fiscales), Paul DIJOU, le ministre des colonies de l'époque, fut suivi par le gouvernement Français qui procéda à la suspension du Gouvernement Lenormand, à la dissolution de l'Assemblée Territoriale puis à l'organisation de nouvelles élections.

Parlant sur le fait que les indépendantistes étaient incapables de s'unir (alors que 6 mois auparavant ils avaient su constituer un gouvernement) le pouvoir décida de jouer "finement" en imposant pour les nouvelles élections une loi électorale avec un mode de scrutin qui marginaliserait la représentation indépendantiste à l'Assemblée. Le résultat de cette "fine" manoeuvre gouvernementale fut que le 1er juillet 1979, 80 % de l'électorat Kanak remplaça à l'Assemblée 15 élus Front Indépendantiste. Les élus indépendantistes se retrouvaient à l'Assemblée en même nombre exactement qu'avant la dissolution mais le pouvoir central et la droite locale avaient à faire face à une situation nouvelle : la "mouvance" indépendantiste divisée et nébuleuse s'était

transformée en MOUVEMENT INDEPENDANTISTE plus uni, doté d'une plate-forme commune avec l'INDEPENDANCE KANAK SOCIALISTE pour but. Les opinions publiques nationale et internationale avaient à prendre acte du fait que 80 % de l'électorat Kanak avait voté Front Indépendantiste. Ce n'était pas encore le FLNKS mais la voie était ouverte.

Que nos lecteurs nous excusent pour ce long rappel historique, il était utile à notre propos. En effet, Pierre Declercq avait été l'un des artisans importants de cette avancée rapide du Peuple Kanak vers sa libération, comme ce sera plus tard le cas d'un autre secrétaire général de l'UC, Eloi MACHORO, qui subira le même sort que Pierre.

Donc, lorsque le soir du 19 Septembre 1981 Pierre tomba assassiné, chacun pouvait et devait se poser la question : "à qui profite le crime ?" ou tout au moins qui pouvait espérer "profiter" de ce crime ? L'Etat Français qui, malgré la victoire de la gauche le 10 mai 81, avait toujours des intérêts coloniaux et impérialistes à protéger et la droite locale qui dans son racisme délirant était convaincue que les Kanak sont bien trop bêtes pour avoir des idées seuls et être capables de les faire aboutir sans des enc.... de blancs pour leur monter la tête et les organiser.

Les rumeurs les plus invraisemblables et les plus malveillantes circulèrent alors que seules les hypothèses ci-dessus pouvaient être retenues, et plus le temps passe plus l'évidence est grande. L'un des arguments de la droite pour nier l'assassinat politique était que ce n'est pas dans les moeurs locales, on connaît la suite avec les massacres de Bondé, Tiendanite, Célestin Zongo etc... et hélas... etc... encore. Quant à la possibilité du crime pour raison d'Etat, la déclaration récente à la presse de Poniatowski, ex-ministre de l'intérieur, concernant l'élimination éventuelle de Komeiny est un aveu : Avez qui éclaire encore la "neutralisation" d'Eloi à Dogny. Si la droite locale n'est pas coupable pourquoi l'inculpation de Dominique Canon sur "information" de la DST ? Pourquoi la DST, avec un dossier soi-disant vide, aurait-elle agité un leurre ? Pour brouiller quelle piste ? Quels sont les motifs des manipulations de la DST ?

Plus le temps passe, plus les solutions deviennent évidentes, pour ne pas dire aveuglantes. Ce n'est pas le livre du dif-famateur Gérard Lacourrège sur l'affaire Declercq (qu'il doit, paraît-il, publier tout prochainement) qui pourra ajouter quelque chose et brouiller encore les pistes. Il s'était déjà suffisamment discrédité par ses écrits ignobles dans le "journal" ignoble qu'était "Corail".

Une autre chose est évidente, ce n'est pas l'assassinat de Pierre qui a pu ralen-

Suite page 15 2ème colonne

Cet article extrait de la revue "Différences" nous semble bien poser la thèse du FLNKS concernant la revendication de l'Indépendance Kanak Socialiste. Cet article constitue une très bonne réponse à ceux qui nous qualifient de "racistes", c'est pour cela que nous le reproduisons.

PAS DE RACISME, DE L'INDEPENDANCE !

**Jean-Marie Tjibaou, président du gouvernement provisoire de Kanaky en a assez.
Il refuse qu'on présente la situation
des Noirs de son pays comme une lutte
contre les Blancs.**

Le racisme est un danger permanent en Nouvelle-Calédonie. Il se trouve que la revendication d'indépendance est surtout portée par les indigènes, le peuple kanak, donc les Noirs, et que ceux qui se sentent menacés par cette revendication sont blancs.

Mais il faut être précis : cette revendication est politique, même s'il se trouve que l'Histoire l'a liée à une couleur. Quand les tensions sont grandes, dans la précipitation, l'effervescence, le danger est très grand qu'au milieu des coups, des exactions, les gens se mettent à défendre une couleur de peau et non plus des intérêts. Il y a sans doute du racisme chez certains extrémistes de part et d'autre, mais la majorité de la population n'en est pas encore à ce stade.

Pourtant, la marginalisation économique, scolaire, sociale, culturelle des Kanaks est quelque chose d'institutionnel, ce qui les amène à se sentir déconsidérés, et leur réaction pourrait être de penser que ceux qui ont institué, et profitent de cette marginalisation sont des racistes. Il est certain que les



d'autres couleurs, quelle que soit leur origine ethnique. Nos adversaires essaient de nous accuser de racisme pour détourner le problème. Notre revendication se base sur le fait in-

récents événements, comme par exemple fin 1985, où on a vu des Blancs se livrer à de vraies « ratonnades », partir en expédition pour « casser du Kanak » n'arrangent pas les choses. Il y a du racisme chez ces gens-là, qui considèrent notre couleur comme une menace, nous méprisent et souhaitent notre disparition.

Pour nous, nous avons toujours dit que notre revendica-

tion était d'ordre nationaliste. De la même façon que les Français ne parlent pas de multi-ethnicité en France, mais de la nation française, alors que tous les Français ne sont pas de la même couleur, nous pensons que le terme Kanak est un terme nationaliste, qui symbolise la revendication du peuple indigène sur sa terre, et doit pouvoir intégrer des Kanaks indigènes comme des Kanaks

indigène, sur l'existence d'un peuple indigène qui veut posséder sa terre et être maître de son destin. Si les Français avaient de la mémoire, ils ne pourraient qu'être d'accord avec cela. En 1940, quand de Gaulle a lancé son appel pour rallier les Français, c'était pour sauver un patrimoine, une patrie, des valeurs qui appartenaient à la France. Nous voulons la même chose, mais

coup de gueule

nos adversaires ne veulent pas le reconnaître, ils ont trop l'habitude de nous considérer comme des boys. C'est parce que les mentalités des anciens colons n'ont pas assez évolué qu'ils n'acceptent pas nos revendications. Ceux qui parmi eux acceptent le dialogue sont les plus avancés, mais ils sont marginalisés.

La loi de 1972

De plus, la situation évolue. Il est clair maintenant (voir encadré) qu'il y a des bandes de racistes organisées. Or la loi de 1972 contre le racisme n'a pas été promulguée en Nouvelle-Calédonie. Peut-être que les autorités ont craint, en la promulguant, de créer un clivage entre les communautés. Nous demandons, nous, qu'elle soit promulguée et utilisée.

On oppose souvent à nos propos les termes de « multi-culture », de « pluriethnique ». A noter que ceux qui utilisent ces termes ici ne le font pas en métropole. Le FN n'utilise pas ces mots à Paris.



Il nous semble que c'est une façon, ici, de tromper l'adversaire. Le problème de l'indépendance ne peut pas être discuté en termes ethniques. Les Kanaks revendiquent le droit sur leurs terres comme légitimité de l'indépendance.

Notre revendication est nationaliste, elle est donc ouverte à tous ceux qui reconnaissent que les Kanaks sont maîtres de leur pays et de leur destin. Il ne s'agit pas d'être pour ou contre les Kanaks, il s'agit de se positionner face au droit légitime des Kanaks à posséder leur pays, légitimité qu'on leur

UNE NOUVELLE OAS ?

Dans ses deux numéros de début mars, le journal **Bwenando**, premier journal de Kanaky créé pour s'opposer au monopole de l'information en Nouvelle-Calédonie, publie des informations très troublantes sur les projets terroristes de certains anti-indépendantistes. Entré en possession de notes manuscrites qu'il attribue à Florian Petite, membre de la DEC (direction de l'enseignement catholique), **Bwenando** détaille des scénarios d'interventions de type OAS, où tout est prévu, depuis la demande d'appui à l'Afrique du Sud, les Etats-Unis et Israël, jusqu'au nombre de souliers sport et d'armes à stocker en brousse. **Bwenando**, à travers les codes et initiales utilisés, a identifié de nombreux notables du RCPR et de l'extrême droite locale. **Bwenando**, BP 1674, Nouméa, Nouvelle-Calédonie.

reconnaît implicitement, mais qu'on ne veut, pour des raisons politiques, leur reconnaître ouvertement.

Quant aux non-autochtones, notre projet de constitution prévoit une situation semblable à celle de la France avec les non-Français : ceux qui souhaiteront prendre la nationalité kanak le feront, les autres seront des travailleurs étrangers installés en Kanaky. Cela n'a rien de nouveau et se passe partout comme cela. En tout état de cause, ce sera à eux de choisir. □

JEAN-MARIE TJBABOU
Propos recueillis

COMMUNES FLNKS

POURQUOI UNE CONVENTION ETAT/COMMUNES EN 86 ? (de notre envoyé spécial à LA FOA).

La 2ème convention de coordination Régions/Communes qui s'est tenue le mardi 09-

ent participé les 3 régions, ainsi que les maires de Kanala, Thio, Yaté, Bourail, Po-ya, Houaïlou et Ile des Pins pour la Région Centre. Pour le Nord, il y avait Bélep, Pouébo, Touho, Ouégoa, Koné, Gomen et Ponérihouen. Ce qui avait été noté c'est l'absence des maires d'Ouvéa, Sarraméa, de Hienghène (pas de représentant). Au niveau des maires présents : Mr AIFA, maire de Bourail et Mr LEVANT qui sont déjà signataire de la Convention, à noter que le Maire de la commune de Gomen n'appartient à aucun groupe de pression mais qui se revendique du mouvement FLNKS.

*****REFUS DE SIGNER LA CONVENTION

Le but essentiel de cette réunion était de faire le point sur le mot d'ordre politique adopté lors de la 1ère réunion : A savoir le refus de signer la convention telle qu'elle est proposée par Chirac, entre l'Etat et les communes.

Position qui avait été approuvée par le BP du FLNKS.

La région Centre est à l'origine de la demande et de l'invitation des maires, ainsi que des 2 autres régions pour faire discuter les intéressés sur ce qui peut être les éléments de coordonner les prises de position politique par rapport aux objectifs du mouvement dans la lutte contre le colonialisme, le capitalisme pour accéder à l'IKS.

Certains maires ont déjà engagé leur responsabilité en signant la convention CHIRAC.

- Le souhait de l'ensemble des maires présents. C'est de trouver la manière de mieux harmoniser le Lien de la base au sommet Régions/Communes et avec les structures de lutte (institutions outils/str

POURQUOI UNE CONVENTION ETAT/COMMUNES EN 86 (de notre envoyé spécial à LA FOA).

La 2ème convention de coordination Régions/Communes qui s'est tenue le mardi 09-

ent participé les 3 régions, ainsi que les maires de Kanala, Thio, Yaté, Bourail, Po-ya, Houaïlou et Ile des Pins pour la Région Centre. Pour le Nord, il y avait Bélep, Pouébo, Touho, Ouégoa, Koné, Gomen et Ponérihouen. Ce qui avait été noté c'est l'absence des maires d'Ouvéa, Sarraméa, de Hienghène (pas de représentant). Au niveau des maires présents : Mr AIFA, maire de

Suite de la page 5.



Bourail et Mr LEVANT qui sont déjà signataire de la Convention, à noter que le Maire de la commune de Gomen n'appartient à aucun groupe de pression mais qui se revendique du mouvement FLNKS.

*****REFUS DE SIGNER LA CONVENTION

. Le but essentiel de cette réunion était de faire le point sur le mot d'ordre politique adopté lors de la 1ère réunion : A savoir le refus de signer la convention telle qu'elle est proposée par Chirac, entre l'Etat et les communes.

. Position qui avait été approuvée par le BP du FLNKS.

. La région Centre est à l'origine de la demande et de l'invitation des maires, ainsi que des 2 autres régions pour faire discuter les intéressés sur ce qui peut être les éléments de coordonner les prises de position politique par rapport aux objectifs du mouvement dans la lutte contre le colonialisme, le capitalisme pour accéder à l'IKS.

. Certains maires ont déjà engagé leur responsabilité en signant la convention CHIRAC.

- Le souhait de l'ensemble des maires présents. C'est de trouver la manière de mieux harmoniser le Lien de la base au sommet Régions/Communes et avec les structures de lutte (institutions outils/structures de lutte).

- Ayant à l'unanimité opté pour la position de principe de ne point signer de convention avec CHIRAC mais d'abord de mesurer l'impact politique pour le mouvement, et pour Chirac lui-même. Du point de vue des échéances qui l'attendent la question du référendum et plus tard en 88 les élections présidentielles.

INTERVENTION DES REGIONS AUPRES DES COMMUNES AU NIVEAU FINANCE.

- Il s'agissait pour les maires et les 3 régions présents de recenser, et de classer par degrés : les interventions strictement communale et d'autres opérations qui nécessiterait un renforcement par une et des aides de la Région. Exemple : une opération à laquelle la commune peut financer le 2/3 la région peut intervenir pour le tiers restant.

- Dans les différentes opérations : il y a celles qui peut se voir uniquement engagés par les communes - compte tenue des apports diverses en matière d'équipement sociaux ou culturelles dans la construction de locaux ou de tout autres réalisations dans le cadre communale et dans ces limites matériels et financières. A proprement parler la commune peut s'engager comme à l'habitude dans toute opérations à caractère improductifs.

MODIFICATION POUR LES REGIONS MAIS AUCUN CHANGEMENT ET NOUVELLES FACONS DE PROCEDER.

- La "Convention" n'est qu'un mot qui ne peut pas être retenue. Ce qui incombe pour clarifier c'est le contenu visant à retenir les éléments concrets bien plus à partir des réalités. Or, les compétences attribuées à chacun de ces 2 institutions Régions/Communes, celles des régions ont été modifiées. Quant à celles des communes, aucun changement mais alors une nouvelle façon de procéder, avant le vote du budget 87 de communes vient d'être inventé par Chirac.

- Le contexte politique du moment, à priori, nous fait dire que cette démarche du premier Ministre : c'est du "tape à l'oeil". Quand on sait que depuis l'existence des communes. L'Etat est obligé d'en faire état chaque année, avant et à la fin de chaque exercice du budget qui doit leur être alloués notamment des fonds prévisionnels à l'intérieur desquels peuvent se combiner les interventions exceptionnels : budget primitif-additionnel-F.I.P., F.I.D.E.S. toutes ces interventions sont supervisées par l'Etat. Que vient-elle faire, une convention dans tout cela ?

DES DEMARCHES COMPLEXES

Pour les maires présents : des questions concrètes sont posées quant au délai de blocage pour ce financement - pour le démarrage des travaux. A terme, c'est un peu inespéré et inconnue ce type de démarche surtout un peu perplexe :

- les modalités de financement.
- les structures qui sont chargés de financer.
- pour les travaux en cours de réalisations
- pour les travaux en fin de réalisations
- et pour des projets ficelés qui sont en passe d'être réalisés
- vont-ils être financés avant le 1er avril 1986
- les travaux vont-ils démarrer avant cette même date ?

OPPOSER REGIONS/COMMUNES N'EST PAS UNE SOLUTION IDEALE

Bien que la situation des régions qui sont rendues ambiguës par la Loi PONS ne semble être la préoccupation du premier Ministre trouve une échappatoire en déclarant haut et fort un état de fait.

Opposer régions et communes n'est pas la solution idéale, quand il s'agit de souder la détermination des militants FLNKS. Et la

décision du dernier congrès de Lifou d'utiliser à fond les 2 outils pour continuer à construire les bases de l'IKS, c'est une étape perdue d'avance pour Chirac et son Gouvernement.

PAS DE REPONSE SANS UN COMMUN ACCORD

Dans la suite logique de la démarche Chirac amenant les maires à être dans leur totalité signataire de cette convention.

Les maires présents ont avoués avoir déjà été contactés par le Haut-Commissaire pour programmer des Rendez-vous en vue de signer la convention.

Dans leur majorité ils ont toujours répondu parfois catégoriquement, que rien ne pouvait être entrepris par eux avant cette réunion et qu'il se refusait à un entretien avant cette clarification des Maires et des régions ou le FLNKS est représenté.

GRAND BESOIN D'ARGENT !

-D'autre part dans le débat il y a l'autre point de vue disant : qu'il ne faut pas se faire de scrupule et qu'il fallait prendre l'argent d'où qu'il vienne. Le besoin est ressenti pour concrétiser le développement. Ne pas refuser le dialogue et la demande de rencontre, car en signant une convention, ça ne veut pas dire qu'on change de d'opinion politique. Partout du principe que les communes doivent être les moteurs du développement économique. Il est prouvé qu'il n'y a jamais eu d'engagement tenu mais le dialogue avant et après les élections ont toujours été différents et cela quelque soit les Gouvernements en place. Nous devons prendre l'argent sans scrupule "ça sera toujours ça de gagner".

PLUSIEURS QUESTIONS SE POSENT.

La dite "convention" s'accompagne t-elle systématiquement d'un mode de financement à 100 % pour tous projets ficelés ? L'expression de cette convention est entièrement inconnue qu'il est important de préciser.

- Sont-elle (conventions) une manière de discréditer les régions ? Il n'y a pas eu lieu de retenir cette idée puisque le débat ne fait que confirmer qu'ils sont complémentaire dans un développement globale des régions de Kanaky, à bien les utiliser et réajuster le contenu par rapport à la nouvelle situation sur la base de nos orientations.

La signature d'une convention va t-elle apporter des changements ? En particulier dans l'amélioration des conditions de vie des gens ? Signer une convention, c'est déjà une condition politique, mais ce qu'il y a en dessous ce sont les échéances Electorale en France, une manière hypocrite de faire avaler le morceau.

Quant aux maires indépendantistes les seules références pour eux sont les décisions et les orientations du FLNKS dans la construction et le renforcement des acquis du 18/11/84.

DEMARCHE COMPLIQUEE

Engagement ou pas les Gouvernements se sont succédés sans jamais les satisfaire : Monpezat disait qu'il pourrait y avoir convention Etat/Régions pour avaliser une intervention du fond exceptionnel, mais se réserve de donner une suite dans tous projets avenir à discuter avec les régions.

Cependant les maires qui ont été contacté par le Haut-Commissaire avaient rappelé qu'il y avait peut-être au préalable une question de procédure. Par manque de délibération des conseillers municipaux sur l'acceptation ou pas de signer cette convention. Le Haut-Commissaire a répondu "que cela peut s'arranger". Comment ? Quand et Où ? Quels sont les conditions ?

Nous constatons que cette démarche sort un peu de l'ordinaire.

SURPRISE ! DE LA PART DU GOUVERNEMENT CHIRAC.

La droite au Gouvernement semble être à cours de propositions, il tâtonne en tout sens pour trouver le comment se tirer d'affaire sans trop de casse. Le Produit National Brut de la NC en embêtant surtout lorsque des échéances sont très proches.

Les gouvernements de droite ce sont tout de même souvent mouillés dans les histoires de décolonisation à l'exemple de l'Algérie et bien d'autre colonies française nous démontre des faits. Peut-être le Gouvernement Chirac est en train de nous réserver une surprise. En tout cas, la meilleur façon de savoir si il y aura effectivement finance ou pas c'est de demander.

REUNIFIER LES COMMUNES.

Bien que les communes continuent d'assurer ce qui relève du cadre et des affaires communales.

La région limite sa portée en matière d'aide aux opérations entreprises par les communes. La Région garde les gros oeuvres et le développement économique (infrastructures et développements).

Une nécessaire réunification des communes pour adapter une tactique unitaire dans les principes telles qu'elles ont été décidées et définies dans les orientations du FLNKS.

Trouver les moyens pour coordonner le lieu communal, régionales tout en donnant aux structures de lutte leur place et leur rôle politique dans les réalisations à moyen terme mais également dans le débat qui doit s'instaurer au cours des assemblées plénières CdL -CCC ou conventions.

Ne pas être dupe sauf qu'on peut tenter le pari mais au préalable dès le retour de MONPEZAT, prévoir une table ronde : Régions/Communes, Haut-Commissaire.

Pour précision avant toute signature de convention seront-ils honorés ou pas ? Dans le cas où la décision est prise ils sont obligés, les communes doivent activer les projets et leur lancement avant 87 maintenant reste à savoir si il y a financement à 100 % des projets approuvés.

Dès son retour du sommet des pays non-alignés, à Harare capitale du Zimbabwe, Jean-Marie TJIBAOU a donné une Conférence de presse. Cette conférence avait lieu à 14 H et BWENANDO, prévenu à 14 H 10 n'a pas pu s'y rendre. Par chance, DJOPAÏPI était présent à cette conférence et eu l'obligeance nous faire parvenir un compte-rendu, nous l'en remercions et reproduisons son texte intégralement.



En réponse à la première question posée, Jean-Marie TJIBAOU a fait un rapide bilan de la participation du FLNKS à la Conférence des Pays Non-Alignés qui se tenait à Harare (Zimbabwe) du 3 au 6 septembre 86.

Pour Jean-Marie, c'est un symbole que le FLNKS obtienne ce statut pour la conférence de Harare, car le Zimbabwe a obtenu ce statut lui aussi, deux ans avant son indépendance. Malgré l'action et la présence des racistes blancs, notamment ceux d'Afrique du Sud, cette indépendance n'a pas été remise en cause. Aujourd'hui, Robert MUGABE, chef du gouvernement du Zimbabwe, manifeste un message de pardon à travers sa volonté de construire l'Etat avec son Peuple qui a accédé à l'indépendance. C'est un message important que celui de construire l'Etat pour plus de bonheur.

Mais "ce qui est grandissant pour le FLNKS, c'est que la considération de son cas a été liée aux concepts de décolonisation et de liberté, et non à l'importance du pays ou aux difficultés rencontrées dans la lutte."

Le Président a rencontré un véritable courant de sympathie auprès des délégations qui étaient là. La P.N.G. a beaucoup insisté pour que la discussion d'ouvre rapidement à l'ONU. Il a eu l'occasion de rencontrer de très nombreuses délégations, mais il a été convenu, par souci d'efficacité diplomatique, qu'il ne serait pas fait publiquement état de ces rencontres. *"Les anciennes colonies françaises nous ont bien compris et nous soutiennent bien"* a-t-il dit également.

Le soutien des pays Non-Alignés a été total, malgré la présence du numéro deux de l'Ambassade de France aux USA, qui, absent de l'assemblée, a été très présent autour de la Conférence. *"Nous n'avions pas tant de moyens de pression, et nous n'en n'avons pas utilisé!"*.

"Le vote de la motion finale dans laquelle figure la Résolution concernant l'urgence pour l'ONU de prendre en compte notre revendication dès la prochaine Assemblée Générale de l'ONU, est clair. D'abord, elle a été adoptée par acclamation, à l'unanimité. Il faut se rappeler que les Non-Alignés fonctionnent au Consensus. Cela explique qu'ils aient de la difficulté à finir dans les temps! (Ils ont fini le dimanche matin à 4 heures). Mais c'est important qu'ils puissent travailler ainsi et s'exprimer en toute liberté : on l'a bien mesuré lorsqu' l'Iran et l'Irak en guerre ont dû se positionner devant les autres."

Réaffirmant le "droit à l'autodétermination" des "peuples" de la région à leur propre destin, sans aucune ingérence étrangère", les Non alignés ont pris la décision du Forum de l'Asie-Pacifique (août 1986) de faire inscrire la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU, de l'Assemblée Générale et de la Commission de réinscription".

Le sommet "exhorte
trante et le Front de
Kanak Socialiste (FL
logue et à amorcer un
pacifique vers l'indé
en compte la nécess
le."

Par ailleurs, le s
Mayotte, "qui demeure
çaise, fait partie int
et "déclare que le
en dépit de ses pro
jusqu'à présent, pris
tiative permettant de
tion acceptable du p
d'état et de gouvern
"pris note de la rep
les autorités françaises

Enfin, à propos de
Glorieuses, Juan de M
da India, le Sommet a
sité impérieuse de p
l'intégrité territoria
demande en conséquenc
nées "d'entreprendre
gociations".



LE FLNKS EN POSITION DE FORCE

Pour en revenir à la motion sur le FLNKS, Jean-Marie a souligné qu'elle résultait d'un important travail commun du délégué du Vanuatu et de Yann Celene Uregei.

En conclusion, le résultat de cette conférence représente "pour le FLNKS un soutien très important qui permet d'envisager avec le gouvernement français une discussion plus serrée sur le référendum, en étant en position de force. Et on est prêt à discuter jusqu'à la veille du scrutin." Et puis, il faudra aussi bien argumenter le dossier à l'ONU.

Jean-Marie a tenu à souligner que ce résultat, on le doit aussi au fait qu'il "y a partout une plus grande ouverture à nos problèmes; c'est grâce au 18 novembre 84. Maintenant, les gens sont demandeurs, et 86 est une année fastueuse pour le FLNKS. Mais je reste méfiant parce qu'il faut gérer les lendemains de cette situation et conserver les acquis, verrouiller les situations conquises".

Dernier mot concernant la Conférence de Harare : les Pays Non-Alignés se sont également sentis très concernés par le Pacifique Libre et Dénucloéarisé. "Les pays africains sont inquiets du développement du nucléaire en Israël, en Afrique du Sud, au nom de la modernisation... Ils deviennent un danger, et l'on parle aussi "d'Afrique Dénucloéarisée".

LES COMMUNES, LIEU DE FORMATION

Interrogé sur l'éloge prononcé par Chirac à l'égard des communes qui risque de les mettre en opposition aux Régions, Jean-Marie a répondu que "la commune est la cellule de base de l'Etat : lieu de formation des gens, lieu d'expérience privilégiée pour apprendre à gérer l'Etat. Mais les communes présentent également un enjeu politique. Nos élus l'ont été non seulement sur un programme communal, mais aussi sur les objectifs FLNKS et les acquis du 18 novembre. Si le gouvernement français tient un discours de développement des communes, des infrastructures, de l'économie, nous aussi, mais pour construire Kanaky, l'Indépendance."

D'ABORD OUVRIR LA DISCUSSION SUR LE REFERENDUM

Interrogé sur le fait de savoir si les maires FLNKS répondront à l'invitation du M. Chirac, Jean-Marie a tenu à préciser qu'ils devraient d'abord avoir une réunion de travail avec le Haut Commissaire, dès cette semaine. Mais, avant d'aller à Paris "nous préférons d'abord l'ouverture des discussions sur l'indépendance, pour que les jeux soient clairs. Nous souhaitons que la discussion sur le référendum soit engagée avant ce déplacement pour éviter l'exploitation qui risque d'en être faite. Il est difficile pour le FLNKS d'aller dans des réunions "apolitiques", mais qui seront utilisées politiquement pour faire croire à une soumission du FLNKS. Il faut donc bien cadrer ce voyage."

ARRETER LA NOMADISATION

Interrogé sur la déclaration de Y.Yéiwéné, Jean-Marie a répondu "C'est une déclaration de bon militant qui ne peut pas rester inactif quand les militaires tirent sur les jeunes." Puis Jean-Marie a donné l'exemple du Conseil des Anciens de sa tribu "ils ont refusé la présence de l'armée, parce que ce sont des tueurs, entraînés à tuer. Chez nous, dix ont déjà été tués, on ne veut plus autoriser des tueurs à venir!"

"On ne comprend pas pourquoi on nous envoie des tueurs. Ce qui est arrivé à Nakéty, c'est comme pour Machoro. Ces gens ne tirent pas gratuitement, ils ont une véritable mission de provocation. Ce n'est pas une manière d'ouvrir une discussion. La "neutralisation" par les armes est-elle vraiment le meilleur discours pour entraîner le dialogue? Il faut créer les conditions du dialogue."

"Pour nous, ce que nous demandons, pour créer ces conditions, c'est qu'on travaille, car c'est en travaillant qu'on peut s'apprécier, qu'on peut savoir si on peut compter les uns sur les autres. Sinon, on ne connaît pas les intentions de l'autre, et on reste méfiant. Nous demandons que la France arrête la nomadisation ici. Si elle veut la faire, qu'elle la fasse dans le Sud de la France ou à Paris où les bombes éclatent..."

DJOPAIPJ

Communes FLNKS

(Suite de la page 7)

3 COMMUNES SIGNATAIRE DE LA CONVENTION

La Région Centre et les mairies concernées ont déjà élaborés des projets, qui ont été pris en compte mais quand au chiffre il a été globalisé pour l'ensemble des projets. Dont la somme de 500 millions de francs. Donc pas de financement à 100 % mais une base de calcul est retenu comme critère pour tout le financement de l'ensemble des projets à eux de faire la répartition entre les mairies concernées.

Seules 3 communes ont été signataire de la convention ainsi que Koumac, Chirac annonce un budget prévisionnel de 2 milliard de France pour la convention Etat/Communes. Le refus de signe peut aussi jouer en faveur des autres communes qui vont plonger sur l'occasion c'est-à-dire les 24 communes de droite.

L'Etat doit financer aux maximum les projets sociaux et inproductifs au niveau communal.

Questions à poser à cette table ronde au Haut-Commissaire,

- Faire état de la situation des fonds public. Dire exactement où en ait-on par rapport à la convention Etat/Communes engagés par Chirac.

A) Fin 86 :

- L'Etat peut-il s'engager à financer les projets venant des communes.

86 : Les projets des communes.

Les projets de Régions.

B) Que nous réserve l'Etat pour l'année

87 - Du point de vue de budget des communes. 87 - Du point de vue budget des régions et par rapport aux modifications de compétences et du budget des régions intervenants dans la loi PONS.

COMMUNIQUE EN ANNEXE lire page 11(bas).
Débat à partir de problèmes soulevés.

- Coordination région/Communes et structures de lutte du FLNKS.

- Manque de cohérence entre les institutions communales et les régions.

- Association des maires.

- Information avait été donné sur les réunions plénières de la CCC Nord et Centre qui se tiennent à chaque fin de mois adaptés comme moyen pour coordonner le lien effectué pendant le mois. De faire le bilan et dégager des nouvelles perspectives pour le Lien régional entre les grandes réunions plénières du FLNKS.

- Qu'il est souhaitable, qu'il y ait un peu plus souvent la présence des maires qui sont avant tout militant FLNKS et qu'il est de leur devoir de se voir rattaché à une structure FLNKS et non pas seulement raisonner en terme de gérant des institutions.

- Le travail dans la commune doit être pris en charge collectivement par la structure CdL puisque c'est elle qui regroupe les militants qui habitent la commune (les

tribus). La base ce sont les gens du CdL. Eux seul connaissent leur besoins.

- La même démarche se poursuit jusqu'au CCC à l'intérieur de la CCC (Commission de Contrôle et de Coordination) sont regroupés les représentants des CdL de la région qui apporte les revendications de la base. Projets ou réflexions sur des sujets particuliers qui sont débattus avec les élus, le staff politique et qui sont l'objet de décision souvent importante dans le Lien régional et communal.

PROBLEMES AU NIVEAU DE L'ASSOCIATION DES MAIRES.

Concernant l'association des maires. Il est nécessaire de faire prévaloir dans cette structure des changements voir des renouvellements au niveau de la présidence et de la vice-présidence.

Constat : les maires présents semble être tout à fait favorable. A maintes reprises des réunions ont été tenues et il y a souvent eu trop d'absence répétée de certains par contre la trésorerie continue d'émettre des chèques (Les 2 signataires du chéquier se pose énormément de questions sur l'Etat de la Caisse qui à pour source de financement la cotisation des mairies représentées au sein de l'association un budget spécial est débloqué par chacun des mairies chaque année pour l'alimenter.

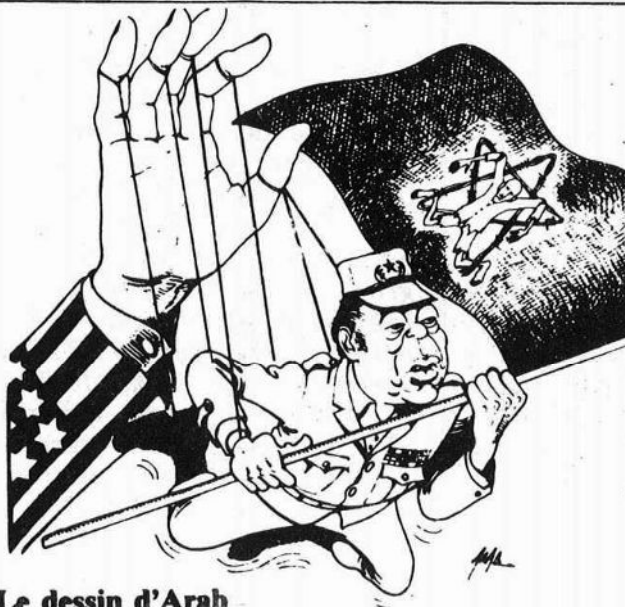
PROPOSITIONS

Une réunion qui sera tenue plus souvent à cause de l'intérêt général pour la coordination. Proposition de faire assister les maires aux réunions inter-régions qui se tiennent tout les lundis.

D'ici là les propositions ne manqueront pas dans le souci de tous d'harmoniser les travail région/Communes. Mais aussi dans la création du rapport de force institutionnel. De par la pratique unitaire qui n'est plus un vain mot pour tous militant FLNKS.

TYEQU T.

SUITE DANS LE PROCHAIN NUMERO : ADRAF-CAMA-SAEM.



Le dessin d'Arab

LES SALOMONS A TIABET - Suite de l'article qui commence en dernière page (page 16).

rouge restant sous la garde des mobiles dans le Grand Nord Calédonien", nous ne pouvons pas encore déclarer cette zone totalement libérée malgré le défaitisme des Nouvelles. Mais une étape est franchie.

Nous ne ferons pas le reportage de la soirée des SALOMON au centre culturel de Ducos, Radio DJIIDO s'en est chargé d'une manière exemplaire. Réellement chacun ne peut que féliciter la jeune, dynamique et talentueuse équipe de Djiiido pour l'excellente qualité de son reportage effectué EN DIRECT depuis le Centre Culturel. **BRAVO DJIIDO.**

A cette occasion RFO a parlé de "folklore" et les Nouvelles ont déploré le ton politisé "pro-indépendantiste" de cette soirée. Mais où ces colonialistes croyaient-ils se trouver ? Ailleurs qu'en Mélanésie ? Et ignorent-ils donc encore la revendication du Peuple Kanak ainsi que la solidarité mélanésienne pour l'indépendance de Kanaky, le soutien des Salomon, Vanuatu, Papua etc... à notre cause ?



Pour ces Français "que la Mélanésie serait belle sans les Mélanésiens"! Ils étaient pourtant invités, comme toujours, à comprendre et à participer.. Mais enfin, pour ceux qui peinent trop à comprendre, l'ancien slogan d'une compagnie aérienne célèbre reste toujours vala-

ble : "UTA va où vous rêvez d'aller".

Le manque de place nous oblige à reporter au prochain numéro le reportage de notre envoyé spécial à TIABET. Que nos lecteurs nous en excusent mais ils ne perdront rien pour attendre.

Annexe à "Communes FLNKS"

COMMUNIQUE

A l'issue de la réunion de concertation tenue à LA FOA, ce Mardi 9 Septembre 1986, entre les Maires de THIO, ILE DES PINS, OUEGOA, LIFOU, TOUHO, GOMEN, KONE, HOUAILLOU, PONERIHOUEN, POYA, YATE, BOURAIL, POUEBO, BELEP, KANALA et les 3 Régions de l'Intérieur et des Iles, il a été décidé que :

- Les Maires présents envisagent de signer les conventions entre Commune et l'Etat, et portant sur les projets ficelés à caractère sociaux ou improductifs et que l'Etat a le devoir de financer ;

- Mais à la condition qu'au préalable une table entre les Maires concernés, les Représentants des 3 régions du Nord, Centre et Iles, et le Haut-Commissariat se tiennent la semaine prochaine, si possible Mardi 16 Septembre au siège de la Région Centre à LA FOA, pour clarifier les données nécessaires à l'élaboration des budgets 1987, suite aux engagements du Premier Ministre, Jacques CHIRAC lors de son passage sur le Territoire.

COMMUNIQUE

REGION CENTRE - COMMUNES INDEPENDANTISTES

Suite à la réunion du 26 Août à La Foa, il a été décidé que les Communes indépendantistes de la Région ne signeront pas les conventions Etat-Commune proposées par l'Etat. Par Contre dans un esprit de construction, les Communes transmettront à la Région les dossiers en leur possession prêts à être réalisés ou dont la durée d'étude n'excède pas 3 mois. La Région établira la liste des opérations qu'elle peut cofinancer avec La Commune ou financer en totalité. Les Communes pourront alors signer une convention utile à leurs problèmes de financement.

La Région et les communes considèrent que l'apport de ressources définitives sous la forme d'une augmentation de la DGE, la DGF et de la dotation régionale de fonctionnement règlera mieux que tout apport exceptionnel le problème des Communes.

Destinataires : - Les Communes indépendantistes de tout le Territoire ;

- les Régions NORD - ILES ;
- le Délégué du Gouvernement.



JACQUES LAFLEUR

LES MAROQUINS DU PACIFIQUE

Gaston Flosse, secrétaire d'Etat au Pacifique-sud qui n'est plus très en cour à Paris, pourrait être remplacé, lors d'un prochain remaniement, par Jacques Lafleur, député RPCR de Nouméa. Une succession grinçante compte tenu de l'animosité qui oppose le chef du gouvernement territorial polynésien et le leader de la droite calédonienne.

(Extrait de libération)

LES MAROQUINS ou les ...
MAQUEREAUX REQUINS

TRAFFIC D'ARMES INTERNATIONAL.

Nous apprenons que François MITTERRAND, membre de l'Internationale Socialiste, président de la République Française, est en visite chez les néo-nazis indonésiens, auteurs de génocides au TIMOR de l'Est et en WEST-PAPUA (Irian Jaya). Il est vrai que les Indonésiens ont besoin des armes vendues par la France pour perpétrer ces génocides.

HARKI EN POINTE

Il se dit que Dick UKEIWE est choisi par le gouvernement central pour figurer dans la délégation française à l'ONU dans le but de tenter de contrer l'offensive FLNKS soutenue par le FORUM du Pacifique et le GROUPE des PAYS NON-ALIGNES. Il se dit aussi, mais dans les couloirs, que Dicky est également le candidat de CHIRAC pour postuler aux fonctions de Secrétaire Général des Nations Unies. Il est vrai que KURT WALDEIM, ancien NAZI, fortement soupçonné d'être un ancien criminel de guerre, a bien été secrétaire général de l'ONU, alors... pourquoi pas un HARKI ?



EGLISE EVANGELIQUE EN NOUVELLE CALEDONIE ET AUX ILES LOYAUTE

Secrétariat Général
8 rue Le Riche
Vallée du Génie
BP 277

TELEPHONE: 27.32.92

NOUMEA LE 9 SEPTEMBRE 1986.

Déclaration officielle de l'Eglise Evangélique en NC et aux Iles Loyauté
Suite à son Synode Général réuni à Fayaoué
Ouvéa du 1er au 5 septembre 1986.

à

Monsieur le Président de la République Française s/c : Monsieur le Délégué du Gouvernement français en N.C.

Monsieur le Président,

Considérant le droit inné et légitime du Peuple Kanak à son accession à l'Indépendance conformément aux droits de l'homme et du citoyen,

Considérant les aspirations profondes de ce peuple à la reconnaissance de sa dignité humaine et de son identité Kanake en tant que telle, en tant que Peuple avec toutes ses valeurs culturelles, morales, religieuses ou politiques L'Eglise Evangélique en Nouvelle-Calédonie et aux Iles Loyauté attire votre attention sur l'enjeu des prochaines échéances du REFERENDUM qui aura lieu l'année prochaine et qui sera déterminant pour la vie politique de notre pays. C'est donc au nom du Synode Général de notre Eglise que nous tenons à vous rappeler :

1° - Que l'Eglise Evangélique en Nouvelle-Calédonie et aux Iles Loyauté réaffirme sa prise de position en faveur de l'Indépendance du Peuple Kanak (décision prise au Synode général de Goarù Houailou en 1979).

2° - Que l'Eglise Evangélique en Nouvelle-Calédonie et aux Iles Loyauté dénonce avec force et vigueur la volonté du Gouvernement français d'étouffer la voix et les aspirations profondes du Peuple Kanak par la voix du REFERENDUM en instituant un corps électoral condamnant à l'avance les espoirs et les droits qui lui reviennent.

Notre rôle en tant qu'Eglise est d'entretenir l'espoir d'un Peuple et non pas de le faire désespérer par des situations d'injustices. Le désespoir peut engendrer des violences dans des situations désespérées.

Mais Monsieur le Président de la République, nous voulons continuer malgré tout à croire à la possibilité d'un changement réel et profond quant au système de Référendum. L'espérance de l'Eglise Evangélique et du Peuple colonisé par votre pays est de vous voir user de votre Haute autorité et de votre responsabilité pour préserver notre droit à l'Autodétermination face aux autorités compétentes de votre gouvernement.

3° - C'est dans le souci d'une paix sincère et d'une unité réelle basées sur la Justice que nous voulons intervenir auprès de votre Haute Autorité, car la réconciliation, l'unité, la paix ne pouvant se faire que dans une reconnaissance mutuelle et réciproque entre nos deux pays et au sein de notre pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République Française, nos sentiments les plus profonds.

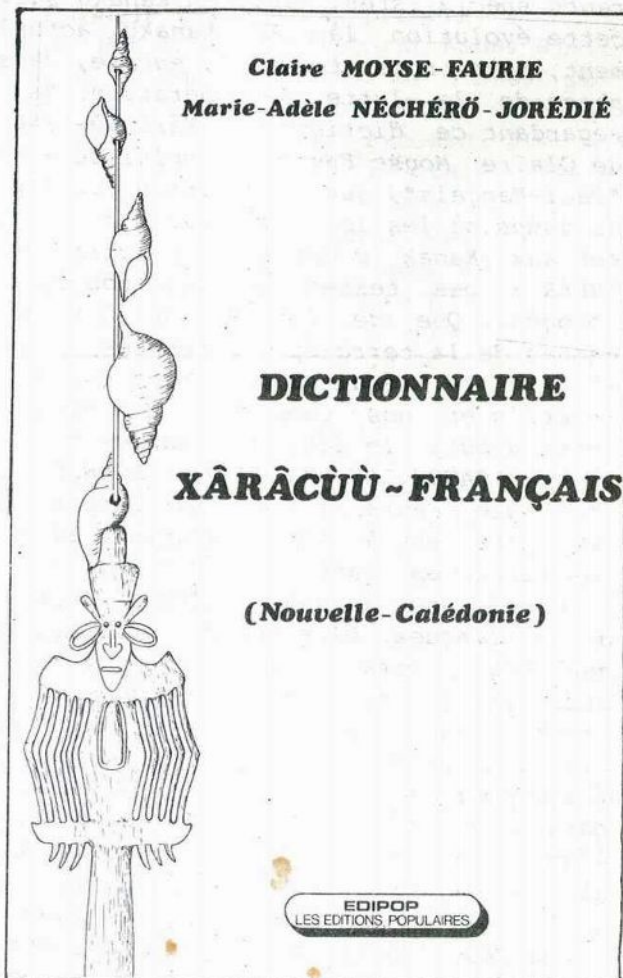
Pour le Synode Général

Le modérateur :
DAHOTE Malaki Pasteur.

Xârâcùù

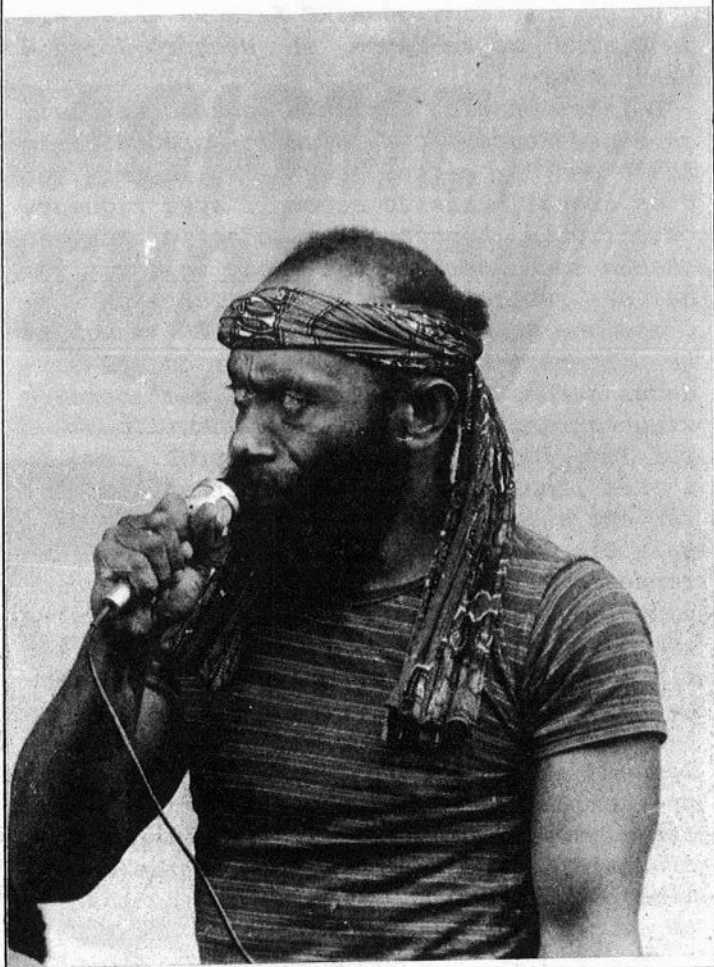
LE NOUVEAU DICTIONNAIRE Xârâcùù -Français de Claire Moyse-Faure et Néchéro-Jorédié Marie Adèle.

Le dictionnaire Xârâcùù-Français de Claire Moyse-Faure et de Néchéro-Jorédié Marie Adèle est à saluer car c'est le résultat d'un travail assidu accompli avec rigueur, objectivité, honnêteté et modestie. Tout un chacun souhaiterait que tout scientifique qui se respecte puisse en faire autant. C'est une utopie, certes, mais l'humanité se porterait bien mieux le jour où les sciences seront à son service. Ce dictionnaire vient après beaucoup d'autres dictionnaires sur les langues Kanak déjà parus. Les méthodes linguistiques et les transcriptions varient suivant les auteurs et les époques. Mais si les motivations se veulent différentes sur la forme elles se rejoignent toutes sur le fond jusqu'à ces dernières années. Disons, pour abréger, qu'aux premiers temps de la colonisation, les missionnaires, les ethnologues et les administrateurs appréhendent, alors, les Kanak, leurs langues et leur société pour se les soumettre aux bienfaits de la civilisation judéo-chrétienne, c'est-à-dire au colonialisme français. Cette approche de notre monde, même quand elle se veut sincère et humaniste et qu'elle le soit effectivement parfois, procède toujours d'une logique globale inhumaine, raciste, paternaliste et colonialiste. Elle constitue, alors, le côté carotte du colonialisme par rapport à son côté bâton. En fait c'est pire que cela. Car la violence coloniale contre le Peuple Kanak en 1878, en 1917, en 1981, 1984 et 1985 c'est la barbarie et la bestialité à l'état on ne peut plus "pur". Les missionnaires et les ethnologues de la grande époque coloniale restent, dans leur grande majorité, condescendants par rapport à leur temps et à leur formation culturelle. Pour eux, alors, notre peuple est un peuple sans histoire, voire sans civilisation, car notre tradition est orale. A leurs yeux nous sommes des sauvages et des païens à convertir au christianisme et à sa lumière. Mais à partir, surtout, des années 50, 60 et 70 avec les luttes de libérations des peuples colonisés et l'accession de nombreux pays à l'indépendances politique, toujours arrachée aux prix du sang, les mentalités évoluent en Occident, peu à peu, vis-à-vis des peuples du tiers-monde. Mais à la suite de la bourgeoisie les partis de gauche en Europe, dont beaucoup de marxistes, se coincent tout de même dans le racisme, le paternalisme et l'ethnocentrisme. Ils restent, encore, victimes d'une éducation, d'une culture et d'une idéologie souvent de



gauche à imposer à tous les peuples de la planète. Quand l'absence d'autocritique est notable chez ceux-là, l'avance scientifique et technologique de l'occident par rapport aux pays du tiers-monde peut facilement servir de prétexte pour comporter de telles vues unilatérales. C'est pour cela que les apports des scientifiques et des militants tels que Hamílcar CABRAL et SAMIR AMIN sont irremplaçables pour nous, Peuples du tiers-monde et pour tous ceux et celles qui militent en faveur d'un monde plus juste et plus humain. HOCHIMIN s'est battu, en son temps, lui-aussi, sur ce front-là. Ceci, en tout cas, nous rappelle qu'en matière de dignité, de liberté et de respect rien ne se donne gratuitement. Tout cela se conquiert par la lutte. Les victoires des peuples vietnamien et algérien ont transformé, profondément, les comportements de la jeunesse en Occident en même temps qu'elles ont redonné confiance aux peuples du tiers-monde. Au niveau global de l'humanité les mentalités évoluent du racisme et du paternalisme vers la tolérance et le respect des différences culturelles d'un peuple à un autre. Les scientifiques et, notamment les linguistes et les spécialistes des sciences humaines peuvent ainsi reconsidérer leurs

critères et leurs méthodes d'approche des sociétés et des peuples dits "peuples sans histoires". Les recherches de ces différents spécialistes, ici, en Kanaky suivent cette évolution là. En Kanaky, actuellement, nous nous trouvons, encore, dans la phase de la lutte de libération. Mais en regardant ce dictionnaire Xârâcùù-Français de Claire Moyse Faure (et celui de Rivière "Paci-Fançais") que d'évolution par rapport au temps où les lois coloniales interdisaient aux Kanak d'écrire dans leurs langues (NDLR : ces textes ne sont toujours pas abrogés). Que de luttes ont dû mener les damnés de la terre et les peuples colonisés ! C'est le résultat du sang versé par nos ancêtres et nos camarades tombés dans la lutte depuis le début des années 80 : DECLERCQ, POATCHILLY, MACHORO et NONNARO. Claire Moyse Faure se situe par rapport à notre lutte et à son évolution. Elle veut contribuer en tant que scientifique à la reconnaissance de notre culture et de l'une de nos langues. Elle espère, avec modestie, que cela pourra aider les EPK. C'est pour nous, aussi, une victoire que beaucoup de scientifiques français puissent nous soutenir dans notre lutte. Il reste beaucoup à faire pour arriver à l'IKS. La libération nationale reste liée à la libération de l'humanité entière parvenue à un stade d'oppression jamais atteint jusqu'ici : la libération comporte de multiples aspects et n'est pas réductible aux seuls aspects économiques et politiques qui ont, certes, leur importance. En effet, dans le FLNKS nous devons tout mettre en oeuvre et nous mobiliser pour éviter que l'IKS ne puisse pas prolonger encore le colonialisme, à travers une domination indirecte. Celle-ci se caractérisera, alors, par une usurpation du pouvoir des travailleurs de Kanaky au profit d'une classe de gestionnaires à la direction politique du pays oeuvrant pour les intérêts économiques et financiers des grandes puissances extérieures. Pour compléter le schéma, Kanaky aura ses ministres, ses juges et ses flics Kanak, voire un port franc et une base nucléaire avec les paras et la panoplie des militaires français laissés en place par les accords de coopération. Sur le plan culturel et éducatif Kanaky restera dans l'ensemble des pays de la Francophonie. Et le Xârâcùù dans tout cela ? Par rapport aux blocs des superpuissances, à leur course aux armements et leur guerre des étoiles que veut faire le Peuple Kanak ? A quoi servent, en fait le Xârâcùù et les vingt huit langues Kanak sur cette planète, ce monde et cet univers où les grandes puissances imposent leurs langues, leurs concepts et leur néologismes du fait qu'ils sont à la pointe des progrès scientifiques et technologiques où ils sont propulsés uniquement par la course effrénée au profit et la folie des grandeurs qui les



obligent à se soumettre et à assujettir l'humanité, la planète et l'univers ? Le Xârâcùù et nos vingt huit langues ont leur place sur cette planète et dans l'univers parce que le pays Xârâcùù et Kanaky sont de cette planète et de cet univers. Parler nos vingt huit langues se situe parmi toutes les actions qui amèneront la rupture totale avec le colonialisme français ici en Kanaky et de proche en proche la rupture avec l'impérialisme au niveau de la Mélanésie et de plus en plus loin avec les grandes puissances, leurs essais nucléaires et leurs courses aux armements au niveau du Pacifique et de la planète etc... etc... C'est pour nous un acte politique et culturel fondamental qui nous permet de renouer avec notre intelligence première, de notre milieu naturel, social et surnaturel, fondée, au départ, sur les expériences antérieures de nos ancêtres. Notre lutte converge, actuellement, vers celles des autres peuples et les damnés de la terre et tous ceux et toutes celles qui luttent pour que l'humanité échappe à la folie des grandes puissances, aux forces de mort et du mal : oppressions, guerres, famines, bombes et essais nucléaires, course aux armements, guerre des étoiles, pollutions marines et atmosphériques. Avec les pays du Forum du

CULTURE

Pacifique, les pays non alignés, les divers mouvements écologistes dont GREENPEACE et antinucléaires etc etc..., nous constituons les forces progressistes et démocratiques indispensables pour arrêter les fous qui ont conduit notre humanité et notre planète aux ras-bord d'une toujours possible catastrophe nucléaire irréversible. Or, nous sommes nés en Kanaky pour y vivre, y parler nos langues et y mourir un jour. Mais avec l'impérialisme nous avons été amenés à goûter de son histoire et à connaître les autres Peuples de la planète car nous n'y sommes pas seuls. Le bilan actuel de l'histoire et l'impérialisme est, en tout cas, et pour le moins négatif et horrible. L'humanité doit réagir, au plus vite, sinon ce sera sa fin, autrement dit la fin de toute vie humaine, animale, végétale et microbienne sur cette planète.

Ceci nous amène à conclure que toutes les langues des hommes se valent donc. Certaines arrivent à s'imposer culturellement parce que mues par des idéologies racistes et impérialistes, les intérêts financiers et économiques, la folie des grandeurs du grand capital.

Même quand c'est ainsi rien ne nous oblige à baisser les bras. Il nous reste encore nos langues non pas à idéaliser mais à parler pour échapper à l'aliénation des grandes puissances. Elles contiennent des ressources et richesses culturelles et humaines sur la façon dont notre société conçoit l'homme et sa place dans le milieu social et naturel, donc sur cette planète. Nous pourrions ainsi apporter notre contribution philosophique et humaniste et la proposer aux autres peuples et forces progressistes pour la sauvegarde de notre humanité et de notre planète menacée de destruction totale. La multitude de cultures et de langues des hommes ne doit pas empêcher une entente sur un contenu commun visant à arrêter la bêtise humaine, les guerres terrestres et celles des étoiles etc... Les forces progressistes et démocratiques, sauront toujours s'entendre et s'écouter pour agir en faveur de la présentation de la vie précieuse des hommes et des femmes et de toutes autres formes de vie indispensable à la leur qui occupe la 1ère place dans l'échelle des valeurs. Nous pourrions dire cela aussi bien en langue Xârâcùù qu'en toute autre langue des hommes. N'est-ce pas faire preuve d'intelligence, aujourd'hui, face au renversement débile des valeurs à préserver que de dire ces vérités là dans toutes la langue ? C'est ce projet commun là qui fonde la véritable valeur des hommes et leurs langues plutôt que l'impérialisme culturel d'une ou deux langues justifiant les guerres et la destruction du milieu naturel planétaire. Ce n'est qu'à ce moment là que la science et la technique seront au service de tous les hommes et des femmes de cet-

te terre commune. L'humanisation du cosmos et de l'univers sera alors agréé par tous et toutes parce que nous n'y aurons pas transposé et transporté nos querelles intestines de terreurs débiles. C'est à ce moment là enfin que nous verrons que le Xârâcùù et nos vingt huit langues valent les autres langues humaines de la planète. C'est la parution du dictionnaire Xârâcùù-Français de Claire Moyse -Faure et de Néc-héro-Jorédié Marie Adèle qui ont suscité chez nous ces quelques réflexions.

Mwâtéopö Tëa Auru. Caba le 09/09/86.

Suite de l'Editorial (p.3)

tir la lutte du Peuple Kanak. Au contraire, cet assassinat a augmenté encore la détermination de l'UC à continuer son oeuvre afin qu'il ne soit pas mort en vain. Ce n'est pas l'assassinat d'Eloi qui a stoppé la lutte de libération du peuple Kanak, bien au contraire, Eloi est devenu un symbole d'engagement et d'esprit de sacrifice pour la jeunesse de tout un peuple. Ce n'est pas le massacre de Tiendanite qui a empêché Jean-Marie de remporter un succès diplomatique à Harare, bien au contraire.

Avec l'auréole de ses martyrs, par le prix du sang, la détermination du Peuple Kanak dans sa lutte pour la liberté est plus crédible que jamais aux yeux de l'humanité tout entière.

Merci à Pierre, merci à Eloi, merci à ceux de Tiendanite, merci à tous nos morts ... Kanaky leur devra sa liberté.

BWENANDO.

COMMUNIQUE DU COMITE PIERRE DECLERCQ

Une erreur s'est glissée dans le programme annoncée pour la commémoration du 5ème anniversaire de l'assassinat de Pierre Declercq (Bwenando N°56). LE COMITE S'EN EXCUSE AUPRES DES LECTEURS et demande de publier le rectificatif suivant :

16 H 30 : Hommage à la mémoire de Pierre au Cimetière de la Conception.

18 H : Messe à l'église de la Conception.

18 H : THE suivi d'une VEILLEE sur le terrain de sports de la Conception.

Outre des informations sur le dossier de Pierre et les autres dossiers politiques le thème de la veillée sera :

LA RESISTANCE à l'INTIMIDATION JUDICIAIRE



**Mieux
vaut s'abonner !**

SALOMON A TIABET



Ces garçons de TIABET voulaient figurer en première page de BWENANDO mais nous ne pouvons leur accorder que la page 16 et seulement parce qu'ils ont bien accueilli les SALOMON.

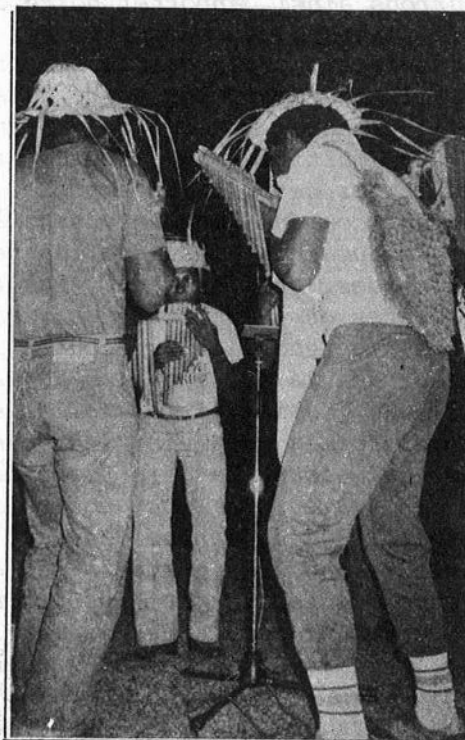
LES SALOMON A TIABET

L'envoyé Spécial de BWENANDO s'était rendu à Hienghène pour effectuer le reportage de la prestation de la délégation des SALOMON en tournée sur le Territoire. Hélas, il est arrivé trop tard à Hienghène, mais sur place il a appris que les SALOMON se produiraient le même jour à la tribu de TIABET, commune de POUM, où ils étaient invités. Ne reculant devant aucun sacrifice notre reporter a poursuivi sa route jusqu'à TIABET où il a assisté à un spectacle prodigieux. En effet, à Tiabet les SALOMONS se sont livrés à une véritable "communion" culturelle mélanésienne, loin des occidentaux amateurs de "folklore" et de leur presse bourgeoise coloniale.

Merveilleusement reçus à Tiabet par les Kanak du Nord, particulièrement ceux de

Poum et de Bélep qui s'étaient déplacés en force par l'ALBATROS (le bateau de la commune libérée de Bélep) sous la conduite de leur maire Eymar BOUANAQUE, la délégation SALOMON a pu transmettre son message culturel de solidarité en toute quiétude dans une ambiance chaleureusement fraternelle. Les Bélep leur ont rendu la politesse en produisant des chants, danses, pilous prodigieux tout le reste de la nuit.

C'est dans un grand bonheur un véritable ravissement que la population de Tiabet a reçu somptueusement ses invités et les a nourris de délicieux bougnas etc..., la population de Tiabet a d'ailleurs participé jusqu'au matin aux danses, pilous etc... Cette ambiance de liesse populaire préfigurait la célébration future de l'indépendance de KANAKY. Il est vrai que "les Nouvel-



les" ont annoncé que depuis le départ d'Orcan de Boat-Pass, les "loyalistes" sont absents au Nord d'une ligne allant de Boat-Pass à Tiébaghi. "Le Drapeau bleu-blanc-

Suite page 11.